

STATISTIQUES 2001-2002

Statistiques concernant la XI^e législature
(1^{er} octobre 2001 - 18 juin 2002)
pages 3 à 55

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

XI^e législature :

Soc.	Groupe socialiste.
R.P.R.	Groupe du Rassemblement pour la République.
U.D.F.	Groupe Union pour la démocratie française-Alliance.
D.L.	Groupe Démocratie libérale et Indépendants.
Com.	Groupe communiste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

XII^e législature :

U.M.P.	Groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.
Soc.	Groupe socialiste.
U.D.F.	Groupe Union pour la démocratie française.
C.R.	Groupe des député-e-s communistes et républicains.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

A.C.	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
A.E.	Commission des affaires étrangères.
D.N.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
PR	Commission de la production et des échanges.

DIVERS

al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
C.M.P.	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
D.C.	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.
Pj.	Projet de loi.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

PREMIÈRE PARTIE

La période couverte par la présente partie débute le 1^{er} octobre 2001, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 2001-2002, et prend fin le 18 juin 2002, terme de la XI^e législature.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Élections partielles	9
1.2.3. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée</i>	39
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	41
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE	12
2.2.1. Session et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions	14
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	42
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	16
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	43
2.4.2. Autres délégations	16
2.4.3. Offices parlementaires	16

2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i>	44
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	17
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	45
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	23
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	24
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	26
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	26
4.2. PROCÉDURE D'EXAMEN SIMPLIFIÉE	26
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R	26
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	26
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	27
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	27
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	27
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	48
4.5.2. Déclarations d'urgence	27
4.6. AMENDEMENTS	28
4.6.1. Origine et sort des amendements	28
4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions	29
4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs.....	29
4.7. VOTE BLOQUÉ	29
4.8. PROCÉDURE DE VOTE	29
4.8.1. Scrutins	29
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	50
4.8.2. Vérifications du quorum	29
4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	30
4.9.1. Rappels au Règlement	30
4.9.2. Faits personnels	30
4.9.3. Peines disciplinaires	30
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	30
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	52

5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	31
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	32
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	53
5.2. DÉBATS	32
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	33
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	34
6.2. MOTIONS DE CENSURE	34
7. QUESTIONS	35
7.1. QUESTIONS ORALES	36
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	36
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	36
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	36
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites	36
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	36
<i>ANNEXES XI. 1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	54
2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites	55

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

1. Composition de l'Assemblée

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2001			Au 18 juin 2002		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
Socialiste	243	10	253	239	9	248
Rassemblement pour la République	133	6	139	122	6	128
Union pour la démocratie française-Alliance ..	63	5	68	58	4	62
Démocratie libérale et Indépendants	41	2	43	38	2	40
Communiste	33	2	35	33	2	35
Radical, Citoyen et Vert	30	–	30	31	–	31
Total des groupes	543	25	568	521	23	544
Députés non-inscrits	///	///	5	///	///	20
Total des sièges pourvus			573⁽¹⁾			564⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	4	///	///	13
Total des sièges			577			577

(1) Dont 54 femmes : 35 Soc., 7 R.P.R., 4 U.D.F., 3 R.C.V., 3 Com., 2 D.L.

(2) Dont 54 femmes : 34 Soc., 5 R.P.R., 4 U.D.F., 4 R.C.V., 3 Com., 2 D.L., 2 N.I.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 18

(Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	1
– nomination à des fonctions ministérielles	17
– nomination au Conseil constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.2.2. Élections partielles : –⁽²⁾

(Art. L.O. 178 du code électoral)

1.2.3. Sièges vacants au 18 juin 2002 : 13⁽³⁾

Après :

– démission volontaire	2
– absence de suppléant	–
– député élu sénateur	7

(1) Voir annexe I, p. 39.

(2) Aux termes du second alinéa de l'article L.O. 178 du code électoral, il n'est procédé à aucune élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée.

(3) Y compris 4 sièges dont la vacance est survenue antérieurement à la période couverte par la présente partie du recueil.

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2001	///	///
Enregistrées en cours de période	–	–
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	–	–
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 18 juin 2002	–	–

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions en cours au 1 ^{er} octobre 2001	7
Missions confiées au cours de la période	3
Missions en cours au 18 juin 2002	-

(1) Voir annexe II, p. 41.

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée	1 ⁽¹⁾
--	------------------

(1) Voir J.O. du 7 novembre 2001, page 17680.

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée	-
--------------------------------	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--	---

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par la présente partie du recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée

2.2.1. Session et séances publiques

SESSION	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2001-2002 ⁽²⁾ (séances du 1 ^{er} octobre 2001 au 21 février 2002)	63	143	550 h 20 ⁽³⁾	319 h 00	148 h 40	6 h 15	72 h 40	2 h 15	1 h 30

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2002.

(2) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 23 décembre 2001 au 6 janvier 2002, puis elle a décidé de s'ajourner à compter du 24 février 2002 jusqu'au 18 juin 2002, terme de la législature (élection présidentielle des 21 avril et 5 mai et élections législatives des 9 et 16 juin 2002).

(3) Ce qui représente 6 311 pages du Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	–	–	///	///	–	–
Messages du Président de la République	–	–	///	///	–	–
Déclarations du Gouvernement	2	36	///	///	2	36
Projets de loi	40	1 752	9	572	49	2 324
Propositions de loi	235	2 332	///	///	235	2 332
Propositions de résolution	22	232	///	///	22	232
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	210	8 129	///	///	210	8 129
Rapports législatifs ⁽¹⁾	99	5 352	54	6 360	153	11 712
Rapports d'information ⁽²⁾	37	3 884	///	///	37	3 884
Autres rapports ⁽³⁾	42	10 192	///	///	42	10 192
Avis	4	344	55	3 436	59	3 780
Total	691	32 253	118	10 368	809	42 621

(1) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(2) Rapports d'information des commissions permanentes.

(3) Rapports déposés par les offices ou les délégations et, le cas échéant, les commissions d'enquête ou la commission des immunités.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Production/échanges	Spéciales ⁽¹⁾	Total
Réunions :								
– nombre	43	33	29	42	28	33	9	217
– durée	64 h 23	44 h 32	35 h 15	57 h 08	34 h 05	54 h 50	20 h 55	311 h 08
<i>dont examen budgétaire</i>	14 h 00	5 h 42	18 h 50	37 h 28	10 h 10	21 h 25	///	107 h 35
Auditions :								
– membres du Gouvernement	4	10	2	7	4	12	2	41
– autres personnalités	20	38	47	3	–	5	16	129
<i>dont auditions publiques :</i>								
– membres du Gouvernement	3	–	–	–	1	3	2	9
– autres personnalités	20	25	–	1	–	–	7	53
Total	24	48	49	10	4	17	18	170
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
– projets de loi	2	19	–	1	3	1	–	26
– propositions de loi	37	–	2	9	64	17	–	129
– propositions de résolution	–	1	–	3	10	8	–	22
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	2	–	2
Total	39	20	2	13	77	26	–	177
Textes adoptés définitivement :								
– projets de loi	5	28	–	3	6	2	–	44
– propositions de loi	8	–	–	–	8	1	–	17
– propositions de résolution	–	–	–	–	–	5	–	5
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	4	–	4
Total	13	28	–	3	14	8	–	66
Rapports déposés								
En première lecture :								
– sur des projets de loi	1	30	–	3	2	3	1	40
– sur des propositions de loi	6	–	–	1	9	–	–	16
– sur des propositions de résolution	–	–	–	2	2	6	–	10
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	5	–	5
Total	7	30	–	6	13	9	1	66
<i>dont rapports conjoints</i>	–	5	–	–	1	1	–	7
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
– sur des projets de loi	5	–	–	5	6	–	–	16
– sur des propositions de loi	10	–	–	–	6	–	–	16
Total	15	–	–	5	12	–	–	32
Total des rapports	22	30	–	11	25	9	1	98
Annexes au rapport général	///	///	///	44	///	///		44
Avis								
– sur des projets de loi de finances	–	–	–	///	–	–	–	–
– tomes des avis budgétaires	13	6	12	///	8	16	–	55
– sur d'autres projets de loi	–	–	–	4	–	–	–	4
– sur des propositions de loi	–	–	–	–	–	–	–	–
– sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	13	6	12	4	8	16	–	59
Missions d'information ⁽²⁾								
Rapports déposés	6	1	5	4	4	3	///	23
Rapports d'information budgétaires	///	///	///	7	///	///	///	7

(1) Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique (n° 3166).

(2) Sur les travaux de la mission d'évaluation et de contrôle et des missions d'information communes, voir Annexe III, p. 42.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Commissions saisies au fond :								
– projets de loi	38	1	7	7	3	3	–	59 ⁽¹⁾
– propositions de loi	23	2	1	1	2	3	–	32
– propositions de résolution	10	–	–	–	–	–	–	10
<i>dont sur PAC</i>	5	–	–	–	–	–	–	5
Total	71	3	8	8	5	6	–	101
Commissions saisies pour avis :								
– projets de loi	4	–	–	–	–	–	–	4
– propositions de loi	–	–	–	–	–	–	–	–
– propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	4	–	–	–	–	–	–	4

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Commission des finances :								
– rapporteur général	6	–	–	–	–	–	–	6
– rapporteurs spéciaux	25	7	3	3	3	3	–	44
Autres commissions (avis) :								
– sur la loi de finances annuelle	27	6	5	2	8	6	–	54
– sur les autres lois de finances	1	–	–	–	–	–	–	1

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Rapports d'information	23	2	–	–	–	2	–	27
Rapports d'information budgétaire	6	–	1	–	–	–	–	7

(1) 13 rapporteurs ont rédigé 4 rapports.

(2) Cette rubrique prend en compte les rapports d'information déposés par la délégation à l'aménagement et au développement du territoire et de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution examinés	Propositions de résolution déposées
26	39 h 20	5	12	20 ⁽¹⁾	189	2

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2001	322
Textes transmis durant la période	226
Textes retirés ou devenus définitifs	286
Textes en instance au 18 juin 2002	262

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	13	13 h 35	3	14	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	10	21 h 20	–	22	2

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	88	43 h 00	–	88	7
Office parlementaire d'évaluation de la législation	1	1 h 15	-	-	1

(1) Dont 3 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 43). Voir aussi, ci-après, 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

– Commissions constituées durant la période	1
– Rapports déposés	2

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par la présente partie du recueil.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir Annexe V, p. 44, la liste et travaux des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2001	7	20	27
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2001	31	22	53
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2001	31	1	32
Total.....	69	53	112
Textes retirés.....	6	-	6
Total des textes pris en compte	63	53	106

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	1	6	1	1	9
	Au Sénat	7	-	-	-	5	12
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	27	-	-	-	-	27
	Au Sénat	///	-	-	-	-	-
Total		34	1	6	1	6	48
Rejets		-	-	-	-	///	-

En instance au 18 juin 2002		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		25	4	-	-	-	29
Au Sénat.....		26 ⁽²⁾	3	-	-	-	29
Total.....		51	7	-	-	-	58

(1) Il s'agit uniquement des projets déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.
 (2) Il s'agit uniquement des projets déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2001	125	6	131 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2001	1 078	54	1 132
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2001.....	14	2	16
Total	1 217	62	1 279
Textes retirés.....	-	///	-
Total des textes pris en compte	1 217	62	1 279

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	4 ⁽³⁾	6 ⁽⁴⁾	1	-	11
	Au Sénat	3 ⁽⁵⁾	-	-	-	1	4
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	3 ⁽⁶⁾	-	-	-	-	3
	Au Sénat	///	1	-	-	2	3
Total.....		6	5	6	1	3	21
Rejets		2 ⁽⁷⁾	-	-	-	-	2

En instance au 18 juin 2002		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		1 215 ⁽⁸⁾	2	-	-	-	1 217
Au Sénat		29 ⁽⁹⁾	8	-	-	-	37
Total.....		1 244	10	-	-	-	1 254 ⁽⁸⁾

(1) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.
 (2) Dont 5 propositions de loi constitutionnelle et 6 propositions de loi organique.
 (3) Dont 3 propositions de loi n° 132, 1012 et 2709 ayant fait l'objet d'un rapport commun.
 (4) Dont 2 propositions de loi n° 3407 et 3712 ayant fait l'objet d'un rapport commun.
 (5) Dont 1 proposition de loi n° 2708 jointe au projet de loi n° 3540.
 (6) Dont la proposition de loi organique n° 3396.
 (7) Proposition de loi n° 3122 rect. tendant à modifier l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 ainsi qu'à renforcer la protection des mineurs (J.O. AN du 12 octobre 2001) ; proposition de loi n° 3369 relative au renforcement de la lutte contre l'impunité des auteurs de certaines infractions (J.O. AN du 30 novembre 2001).
 (8) Ce nombre tient compte des décisions d'opposer l'irrecevabilité financière en application de l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi n° 3370 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans (J.O. AN du 28 novembre 2001 et décision du bureau de la commission des finances de l'économie générale et du plan du 8 janvier 2002) et à la proposition de loi n° 3244 rect. visant à dédommager les commerçants de proximité et artisans pour la mission qui leur a été confiée d'introduction et de diffusion auprès du public des pièces et billets en euro (J.O. AN du 18 janvier 2002).
 (9) Il s'agit uniquement des propositions déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	106	48	48 ⁽²⁾
Propositions de loi	1 279	21 ⁽³⁾	17
Total	1 385	69	65

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		1	1 à 2	2 à 3	3 à 6	6 à 9	9 à 12	1 à 2	Plus de	Durée moyenne
		mois	mois	mois	mois	mois	mois	ans	2 ans	
Projets	Dépôts Assemblée nationale	3	2	-	4	8	2	2	-	214 jours
	Dépôts Sénat	1	-	-	6	3	4	11	2	346 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	-	1	1	1	2	3	2	1	350 jours
	Dépôts Sénat	-	-	2	1	1	-	1	1	336 jours

(1) Voir annexe VI, p. 45 liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 31 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Ce nombre prend en compte les propositions de loi ayant fait l'objet d'un examen conjoint :

- 1 proposition de loi n° 3540 jointe au projet de loi n° 2708 modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion (rapport n° 3551) ;

- 2 propositions de loi n° 3407 et 3412 relatives au régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle (rapport n° 3426) ;

- 3 propositions de loi n° 132, 1012 et 2709 relatives au nom de famille (rapport n° 2911).

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Enregistrées.....	15	57	20	15	6	10	2	125
Irrecevables au dépôt (art. 40 C).....	-	-	-	-	-	-	-	-
Déposées	15	57	20	15	6	10	2	125
Retirées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séances :								
- art. 40 C	-	1	-	-	1	-	-	2 ⁽¹⁾
- art. 41 C	-	-	-	-	-	-	-	-
Rejetées	-	1	-	1	-	-	-	2 ⁽²⁾
Adoptées définitivement	10	2	-	-	2	1	-	15 ⁽³⁾

(1) Cf. note 8 (p. 21).

(2) Cf. note 7 (p. 21).

(3) Ce chiffre prend en compte les propositions de lois examinées conjointement, cf. note 3 (p. 22).

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Objet de la proposition	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Modification du Règlement :								
• déposées	-	1	-	-	-	-	-	1
• adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-
Constitution de commission d'enquête :								
• déposées	1	-	2	1	4	3	3	14
• rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées	1	-	-	-	-	-	-	1
Sur propositions d'actes communautaires :								
• déposées :								
– par un rapporteur de la délégation UE	1	-	-	-	1	-	-	2
– par un député	-	-	-	-	-	-	-	-
• considérées comme adoptées	3	-	-	-	1	-	-	4
• adoptées en séance publique	-	-	-	-	-	-	-	-
Suspension de détention ou de poursuites :								
• déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour de justice :								
• déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C

Nombre de séances	9
soit en heures	29 h 45
Nombre de textes examinés	9
<i>dont</i> :	
– propositions de loi	9 ⁽¹⁾
– propositions de résolution	-

(1) L'article 40 de la Constitution a été opposé à 2 propositions de loi (voir note 8, p. 21).

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances	-
soit en heures	-
Nombre de textes examinés	-
<i>dont</i> :	
– propositions de loi	-
– propositions de résolution	-

4.2. Procédure d'examen simplifiée

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R

Textes ayant fait l'objet d'une demande	-
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	-

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	27
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	27

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	15	-
Question préalable	15	-
Renvoi en commission	12	-
Demande d'ajournement	1	-

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions déposées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	5 ⁽¹⁾
– d'une commission	9 ⁽¹⁾
– d'un député	-

(1) Trois textes (projet relatif aux droits des malades, proposition portant réforme du divorce et projet de financement de la sécurité sociale pour 2002) ont fait l'objet d'une double demande.

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

(Voir les commentaires sur l'annexe VII).

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (<i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i>)	11	4	15
• Deuxième lecture	2	4	6
• Lectures suivantes.....	-	-	-
Total.....	13	8	21
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	6	3	9
• Rapports négatifs.....	5	5	10
Total.....	11	8	19
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	6	3	9
– <i>dont à l'Assemblée nationale</i>	1	-	1
• <i>avec amendements</i>	1	-	1
• <i>sans amendement</i>	-	-	-
– <i>dont au Sénat</i>	5	3	8
• <i>avec amendements</i>	2	1	3
• <i>sans amendement</i>	3	2	5
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
• Adoption en lecture définitive	5	5	10
– <i>dernier texte Assemblée nationale</i>	5	5	10
• <i>avec amendements</i>	2	1	3
• <i>sans amendement</i>	3	4	7
– <i>Texte CMP</i>	-	-	-
• Textes restant en instance.....	2 ⁽²⁾	-	2
Total.....	13	8	21

(1) Voir annexe VII, p. 48.

(2) Les rapports de ces deux textes (projet de loi portant réforme des tribunaux de commerce et projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) n'ont pas été déposés.

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence.....	8
<i>dont</i> :	
– <i>sur des projets de loi</i>	4 ⁽¹⁾
– <i>sur des propositions de loi</i>	4 ⁽²⁾

(1) Dont deux projets de loi adoptés en 1^{re} lecture au Sénat.

(2) Dont une proposition de loi adoptée en 2^e lecture à l'Assemblée nationale.

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouvernement	Commissions	Députés (auteur ou premier signataire)							Total
			Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	
Enregistrés	449	1 675	357	736	716	535	221	196	-	4 885
Irrecevables au dépôt :										
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	27	40	56	80	60	40	32	-	335
– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séance :										
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 41 C ⁽⁴⁾	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 44 C ⁽⁵⁾	///	///	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 98, alinéa 5, R ⁽⁶⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 127 R ⁽⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recevables	449	1 648	317	680	636	475	181	164	-	4 550
Retirés avant discussion	13	44	23	26	33	11	25	8	-	183
Adoptés	410	1 476	147	53	53	45	28	25	-	2 237

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(5) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(6) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(7) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions

Détail des amendements présentés par les commissions	Signés par le rapporteur seul	Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)							Total
		Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	
Enregistrés	1 321	101	30	19	38	43	123	-	1 675
Irrecevables	27	-	-	-	-	-	-	-	27
Recevables	1 294	101	30	19	38	43	123	-	1 648
Retirés avant discussion	28	3	-	-	-	2	11	-	44
Adoptés	1 195	80	21	13	26	39	102	-	1 476

4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	38 ⁽³⁾	6	1	5	6	3	2	4

(1) Voir aussi annexe VI, p. 45, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 31 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux non susceptibles de faire l'objet d'amendements (art. 128 du Règlement).

4.7. Vote bloqué

Nombre de demandes	1
--------------------------	---

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins⁽¹⁾

Scrutins publics ordinaires.....	29
dont :	
– sur des motions de procédure	2
– sur le passage à la discussion des articles	2
– sur des textes	25
Scrutins publics à la tribune.....	-
Scrutins secrets	-

4.8.2. Vérifications du quorum.....

(1) Dont 9 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, p. 50, la liste chronologique des scrutins publics.

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement.....	17
4.9.2. Faits personnels	1
4.9.3. Peines disciplinaires.....	-

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	-
Application de l'article 41 de la Constitution.....	-
Application de l'article 54 de la Constitution.....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	1
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	1
– <i>Règlement des Assemblées</i>	-
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	7

(1) Voir annexe IX, p. 52.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾	2
(Article 132 du Règlement)	
<i>dont :</i>	
– <i>avec débat</i>	2
– <i>sans débat</i>	-

5.2. Débats

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement.....	-
---	---

⁽¹⁾ Voir annexe X, p. 53.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	-
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	-
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

7

QUESTIONS

7. Questions ⁽¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées	136	101	50	35	51	51	2	426 ^(*)

(*) Nombre de séances : 35.

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées	107	66	31	22	19	22	1	268 ^(*)

(*) Nombre de séances : 11.

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2001 au 18 juin 2002

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions après retrait	1 695	2 834	1 784	1 196	375	1 644	47	9 575
Nombre de réponses	1 718	2 513	1 506	898	332	1 034	50	8 051

7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites « signalées » ^(*) (21 semaines)

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions	168	84	52	32	21	21	0	378

(*) Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours.

(1) La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XI, pp. 54 et 55.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 19 novembre 2001 (J.O. 21 novembre 2001)	André Angot (R.P.R.)	Finistère (1 ^{re})	Marcelle Ramonet (D.L.)	22 novembre 2001 (J.O. 23 novembre 2001)
Nomination à des fonctions ministérielles : – 3 septembre 2001 (J.O. 4 septembre 2001)	Jacques Floch (Soc.)	Loire-Atlantique (4 ^e)	Dominique Raimbourg (Soc.)	4 octobre 2001 (J.O. 5 octobre 2001)
– 23 octobre 2001 (J.O. 24 octobre 2001)	Jacques Brunhes (C.)	Hauts-de-Seine (1 ^{re})	Dominique Frelaut (C.)	24 novembre 2001 (J.O. 25 novembre 2001)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Nicolas Sarkozy (R.P.R.)	Hauts-de-Seine (6 ^e)	Joëlle Franchi (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	François Fillon (R.P.R.)	Sarthe (4 ^e)	Pierre Lefebvre (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Dominique Perben (R.P.R.)	Saône-et-Loire (5 ^e)	André Gentien (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Michèle Alliot-Marie (R.P.R.)	Pyrénées-Atlantiques (6 ^e)	Daniel Poulou (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Gilles de Robien (U.D.F.)	Somme (2 ^e)	Olivier Jardé (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Roselyne Bachelot-Narquin (R.P.R.)	Maine-et-Loire (1 ^{re})	René Bouin (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Jean-François Mattei (D.L.)	Bouches-du-Rhône (2 ^e)	Dominique Tian (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Hervé Gaymard (R.P.R.)	Savoie (2 ^e)	Auguste Picollet (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Patrick Devedjian (R.P.R.)	Hauts-de-Seine (13 ^e)	Pierre Ringenbach (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Renaud Donnedieu de Vabres (U.D.F.)	Indre-et-Loire (1 ^{re})	Benoît Roy (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	François Loos (U.D.F.)	Bas-Rhin (8 ^e)	Victor Ringeisen (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Jean-Louis Borloo (app. U.D.F.)	Nord (21 ^e)	Cécile Gallez (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Renaud Dutreil (U.D.F.)	Aisne (5 ^e)	Daniel Gard (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Nicole Ameline (D.L.)	Calvados (4 ^e)	Yves Boisseau (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)
– 7 mai 2002 (J.O. 8 mai 2002)	Dominique Bussereau (D.L.)	Charente-Maritime (4 ^e)	Jean-Claude Beaulieu (N.I.)	8 juin 2002 (J.O. 9 juin 2002)

Sièges vacants

Cause	Députés dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance	
Démissions volontaires : – 1 ^{er} octobre 2001 (J.O. 2 octobre 2001) – 26 décembre 2001 (J.O. 27 décembre 2001)	Jean-Pierre Delalande (R.P.R.)	Val-d'Oise (6 ^e)	1 ^{er} octobre 2001	
	François Léotard (U.D.F.)	Var (5 ^e)	27 décembre 2001	
Députés élus sénateurs : – 23 septembre 2001 (J.O. 2 octobre 2001) – 23 septembre 2001 (J.O. 2 octobre 2001)	Yves Dauge (Soc.)	Indre-et-Loire (4 ^e)	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	
	Louis Mermaz (Soc.)	Indre (8 ^e)	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	
	Eric Doligé (R.P.R.)	Loiret (2 ^e)	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	
	Jacques Blanc (D.L.)	Lozère (2 ^e)	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	
	Jean-Claude Etienne (R.P.R.)	Marne (2 ^e)	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	
	Didier Boulaud (Soc.)	Nièvre (1 ^{re})	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	
	André Labarrère (Soc.)	Pyrénées-Atlantiques (3 ^e)	12 novembre 2001 (J.O. 13 novembre 2001)	

Annexe II

Missions temporaires
confiées par le Gouvernement

Députés concernés	Ministres concernés	Date du début et de la fin de mission
Marie-Françoise Pérol-Dumont (Soc.) Haute-Vienne	- Education nationale	15 mai 2001 – 15 novembre 2001
Gaëtan Gorce (Soc.) Nièvre	- Emploi et solidarité	11 juin 2001 – 11 décembre 2001
Alain Cacheux (Soc.) Nord	- SE Logement	2 juillet 2001 – 2 janvier 2002
François Léotard (U.D.F.) Var	- Affaires étrangères	2 juillet 2001 – 27 décembre 2001 ⁽¹⁾
Jean-Pierre Bauemler (Soc.) Haut-Rhin	- Education nationale	12 juillet 2001 – 12 janvier 2002
Christophe Caresche (Soc.) Paris	- Justice - Intérieur - Défense	23 juillet 2001 – 23 janvier 2002
Robert Pandraud (R.P.R.) Seine-Saint-Denis	- Justice - Intérieur - Défense	23 juillet 2001 – 23 janvier 2002
Laurent Cathala (Soc.) Val-de-Marne	- Education nationale	9 octobre 2001 – 9 avril 2002
Julien Dray (Soc.) Essonne	- Premier ministre	27 novembre 2001 – 21 janvier 2002
François Liberti (C.) Hérault	- Equipement, transports et logement	25 janvier 2002 – 5 avril 2002

(1) Démission du mandat de député (J.O. du 27-12-2001).

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

La mission ne s'est pas réunie entre le 1^{er} octobre 2001 et le 18 juin 2002.

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Domaine	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt du rapport
						Membres du Gouvernement	Personnalités	
Répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe	AE-LO	9 juin 1999	9 juin 1999	5	7 h 00	4	39	2311 (vol. 4 et 5* du Tome I) Tome II**
Événements de Srebrenica	AE-DN	23 novembre 2000	7 décembre 2000	2	3 h 40	-	-	3413 (22 novembre 2001)
Diverses formes de l'esclavage moderne	AC-AE-LO	5 avril 2001	17 avril 2001	10	22 h 19	1	23	3459 (12 décembre 2001)
Total				17	32 h 59	5	62	

* Volume 4 - La Grande-Bretagne, Gibraltar et les Dépendances de la Couronne (10 octobre 2001)

Volume 5 - Le Grand-Duché du Luxembourg (21 janvier 2002).

** Tome II. - La lutte contre le blanchiment des capitaux en France : un combat à poursuivre (3 avril 2002).

Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N° des propositions de résolution (n° du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Ouverture à la concurrence des services postaux (E 1520)	N°s 3318 (et 3326, PR)	26 octobre 2001
Service universel et droits des utilisateurs au regard des communications (E 1551)	N°s 3142 (et 3414, PR)	5 décembre 2001
Accès au marché des services portuaires (E 1702)	N°s 3518 (et 3554, PR)	6 février 2002
Ciel unique européen (E 1406), Transports aériens et environnement (E 1407)	N°s 3210 (et 3624, PR)	7 mars 2002

Annexe V

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de création	Date de sa nomination	Date de la nomination du bureau	Numéro et date de dépôt du rapport
Commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives ou exceptionnelles et sur les conséquences des intempéries afin d'établir les responsabilités, d'évaluer les coûts ainsi que la pertinence des outils de prévention, d'alerte et d'indemnisation	17 mai 2001	23 mai 2001	23 mai 2001	3386 14 novembre 2001
Commission d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur	17 octobre 2001	20 octobre 2001	24 octobre 2001	3559 29 janvier 2002

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Séances		Auditions			
			Auditions		dont ouvertes à la presse	
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	Membres du Gouvernement	Autres
Inondations	3	4 h 00	1	–	–	–
Risques industriels	15	43 h 15	2	70	–	–
Total	18	47 h 15	3	70	–	–

Annexe VI

Liste chronologique des lois promulguées ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

- 5 novembre 2001. – Loi n° 2001-1011 portant ratification de l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars transposant certaines dispositions de la directive 1999/62/CE du Parlement et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, et réformant le régime d'exploitation de certaines sociétés concessionnaires d'autoroutes (*J.O.* du 7 novembre 2001) (Pj. AN).
- 15 novembre 2001. – Loi n° 2001-1082 relative à la sécurité quotidienne (*J.O.* du 16 novembre 2001) (Pj. AN) (150 adts).
- 16 novembre 2001. – Loi n° 2001-1066 relative à la lutte contre les discriminations (*J.O.* du 17 novembre 2001) (Pn AN) (30 adts).
- 28 novembre 2001. – Loi n° 2001-1117 autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (*J.O.* du 29 novembre 2001) (Pj. S.).
- 28 novembre 2001. – Loi n° 2001-1118 autorisant la ratification de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (*J.O.* du 29 novembre 2001) (Pj. S.).
- 28 novembre 2001. – Loi n° 2001-1119 autorisant la ratification du traité d'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble un procès verbal d'accord sur la représentation) (*J.O.* du 29 novembre 2001) (Pj. S.).
- 30 novembre 2001*. – Loi n° 2001-1128 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (*J.O.* du 1^{er} décembre 2001) (Pn AN) (71 adts).
- 3 décembre 2001. – Loi n° 2001-1135 relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral (*J.O.* du 4 décembre 2001) (Pn AN) (82 adts).
- 11 décembre 2001*. – Loi n° 2001-1168 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (*J.O.* du 12 décembre 2001) (Pj. AN) (102 adts).
- 20 décembre 2001. – Loi n° 2001-1210 autorisant l'approbation du protocole portant amendement à la convention européenne sur la télévision transfrontière (*J.O.* du 21 décembre 2001) (Pj. S.).
- 20 décembre 2001. – Loi n° 2001-1211 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de noms entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral Suisse concernant l'interprétation de la convention relative au service militaire des doubles nationaux du 16 novembre 1995 (*J.O.* du 21 décembre 2001) (Pj. S.).
- 20 décembre 2001. – Loi n° 2001-1212 autorisant l'approbation du protocole à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques en date du 26 novembre 1996 (*J.O.* du 21 décembre 2001) (Pj. S.).
- 21 décembre 2001*. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2002, n° 2001-1246 (*J.O.* du 26 décembre 2001) (Pj. AN) (193 adts).
- 21 décembre 2001. – Loi n° 2001-1247 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux personnes en situation de handicap ou aux familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap (*J.O.* du 26 décembre 2001) (Pn AN) (1 adt).
- 21 décembre 2001. – Loi n° 2001-1248 relative aux chambres régionales des comptes et à la Cour des comptes (*J.O.* du 26 décembre 2001) (Pj. AN) (76 adts).
- 21 décembre 2001. – Loi n° 2001-1249 autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (*J.O.* du 25 décembre 2001) (Pj. AN).
- 28 décembre 2001*. – Loi de finances pour 2002, n° 2001-1275 (*J.O.* du 29 décembre 2001) (Pj. AN) (507 adts).
- 28 décembre 2001*. – Loi de finances rectificative pour 2001, n° 2001-1276 (*J.O.* du 29 décembre 2001) (Pj. AN) (98 adts).
- 2 janvier 2002. – Loi n° 2002-1 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales (*J.O.* du 3 janvier 2002) (Pn S.) (40 adts).
- 2 janvier 2002. – Loi n° 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale (*J.O.* du 3 janvier 2002) (Pj. AN) (137 adts).
- 3 janvier 2002. – Loi n° 2002-3 relative à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport, aux enquêtes techniques après événement de mer, accident ou incident, de transport terrestre ou aérien et au stockage souterrain de gaz naturel, d'hydrocarbures et de produits chimiques (*J.O.* du 4 janvier 2002) (Pj. AN) (19 adts).
- 4 janvier 2002. – Loi n° 2002-5 relative aux musées de France (*J.O.* du 5 janvier 2002) (Pj. AN) (39 adts).
- 4 janvier 2002. – Loi n° 2002-6 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (*J.O.* du 5 janvier 2002) (Pn S.) (26 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 94 et 95 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est éventuellement suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

24. 17 janvier 2002*. – Loi n° 2002-73 de modernisation sociale (*J.O.* du 18 janvier 2002 et du 13 février 2002) (Pj. AN) (620 adts).
25. 22 janvier 2002*. – Loi n° 2002-92 relative à la Corse (*J.O.* du 23 janvier 2002) (Pj. AN) (245 adts).
26. 22 janvier 2002. – Loi n° 2002-93 relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'Etat (*J.O.* du 23 janvier 2002) (Pj. AN) (65 adts)
27. 11 février 2002*. – Loi organique n° 2002-161 portant validation de l'impôt foncier sur les propriétés bâties en Polynésie française (*J.O.* du 12 février 2002) (Pn S.).
28. 12 février 2002. – Loi n° 2002-163 autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
29. 12 février 2002. – Loi n° 2002-164 autorisant l'approbation du protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (ensemble des annexes) (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
30. 12 février 2002. – Loi n° 2002-165 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
31. 12 février 2002. – Loi n° 2002-166 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980 (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
32. 12 février 2002. – Loi n° 2002-167 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
33. 12 février 2002. – Loi n° 2002-168 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Argentine (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
34. 12 février 2002. – Loi n° 2002-169 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
35. 12 février 2002. – Loi n° 2002-170 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
36. 12 février 2002. – Loi n° 2002-171 autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
37. 12 février 2002. – Loi n° 2002-172 autorisant l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
38. 12 février 2002. – Loi n° 2002-173 autorisant la ratification des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations (*J.O.* du 13 février 2002) (Pj. S.).
39. 19 février 2002. – Loi n° 2002-214 modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion (*J.O.* du 20 février 2002) (Pj. AN).
40. 26 février 2002. – Loi n° 2002-267 portant règlement définitif du budget de 2000 (*J.O.* du 27 février 2002) (Pj. AN).
41. 26 février 2002. – Loi n° 2002-268 relative à la coopération avec la Cour pénale internationale (*J.O.* du 27 février 2002) (Pn S.).
42. 26 février 2002. – Loi n° 2002-269 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de défense et au statut de leurs forces (*J.O.* du 27 février 2002) (Pj. S.).
43. 26 février 2002. – Loi n° 2002-270 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'assistance administrative mutuelle internationale du 10 septembre 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations des deux pays (*J.O.* du 27 février 2002) (Pj. S.).
44. 26 février 2002. – Loi n° 2002-271 autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (*J.O.* du 27 février 2002) (Pj. S.).
45. 26 février 2002. – Loi n° 2002-272 autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (*J.O.* du 27 février 2002) (Pj. S.).
46. 27 février 2002. – Loi n° 2002-276 relative à la démocratie de proximité (*J.O.* du 28 février 2002) (Pj. AN) (221 adts)
47. 28 février 2002. – Loi n° 2002-282 portant création d'une Fondation pour les études comparatives (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pn AN) (1 adt)
48. 28 février 2002. – Loi n° 2002-283 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. S.).
49. 28 février 2002. – Loi n° 2002-284 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba relative au transfèrement de personnes condamnées aux fins d'exécution de la peine (ensemble un échange de lettres) (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. S.).

50. 28 février 2002. – Loi n° 2002-285 autorisant l'approbation de la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ensemble deux annexes) (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. AN).
51. 28 février 2002. – Loi n° 2002-286 autorisant l'approbation d'un accord de protection et d'encouragement réciproques des investissements entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. S.).
52. 28 février 2002. – Loi n° 2002-287 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. AN).
53. 28 février 2002. – Loi n° 2002-288 autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement et la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du protocole financier de l'accord de partenariat entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. S.).
54. 28 février 2002. – Loi n° 2002-289 autorisant la ratification de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. S.).
55. 28 février 2002. – Loi n° 2002-290 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au contrôle de la circulation dans les tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. S.).
56. 28 février 2002. – Loi n° 2002-291 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin (*J.O.* du 1^{er} mars 2002) (Pj. AN).
57. 4 mars 2002. – Loi n° 2002-303 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé (*J.O.* du 5 mars 2002) (Pj. AN) (169 adts)
58. 4 mars 2002. – Loi n° 2002-304 relative au nom de famille (*J.O.* du 5 mars 2002) (Pn AN) (2 adts).
59. 4 mars 2002. – Loi n° 2002-305 relative à l'autorité parentale (*J.O.* du 5 mars 2002) (Pn AN) (65 adts).
60. 4 mars 2002. – Loi n° 2002-306 portant réforme de la loi du 1^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dans ses dispositions relatives à la publicité foncière (*J.O.* du 5 mars 2002) (Pn S.) (2 adts)
61. 4 mars 2002. – Loi n° 2002-307 complétant la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (*J.O.* du 5 mars 2002) (Pn AN) (27 adts)
62. 4 mars 2002. – Loi n° 2002-308 tendant à la création d'un régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles (*J.O.* du 5 mars 2002) (Pn AN) (7 adts)
63. 5 mars 2002. – Loi n° 2002-311 relative au régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle (*J.O.* du 6 mars 2002) (Pn AN).
64. 6 mars 2002. – Loi n° 2002-322 portant rénovation des rapports conventionnels entre les professions de santé libérales et les organismes d'assurance maladie (*J.O.* du 7 mars 2002 et du 26 mars 2002) (Pn AN) (5 adts)
65. 6 mars 2002. – Loi n° 2002-323 relative à la restitution par la France de la dépouille mortelle de Saartjie Baartman à l'Afrique du Sud (*J.O.* du 7 mars 2002) (Pn S.).

Annexe VII

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Sécurité quotidienne Pj S. n° 2938 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	31 mai 2001	Echec C.M.P.	31 octobre 2001 Adoption en lecture définitive (34 adts)
D.D.O.E.F. (ex-MURCEF) Pj. AN n° 2990 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 juin 2001	Echec C.M.P.	20 novembre 2001 Adoption en lecture définitive (12 adts)
Lutte contre les discriminations Pn AN n° 2566 Après 2 ^e lecture	27 juin 2001	Echec C.M.P.	6 novembre 2001 Adoption en lecture définitive
Couverture des non-salariés agricoles Pn AN n° 2983 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	27 juin 2001	Echec C.M.P.	5 novembre 2001 Adoption en lecture définitive
Modernisation sociale Pj. AN n° 2415 <i>Urgence</i> Après 2 ^e lecture	11 octobre 2001	Echec C.M.P.	18 décembre 2001 Adoption en lecture définitive (4 adts)
Musées de France Pj. AN n° 2939 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 octobre 2001	29 novembre 2001 Assemblée Nationale (2 adts)	20 décembre 2001 Adoption conforme au Sénat
Sécurité des infrastructures et système de transport Pj. AN n° 2940 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 novembre 2001	29 novembre 2001 Assemblée Nationale (1 adt)	19 décembre 2001 Adoption conforme au Sénat
Chambres régionales des comptes (ex-Code des juridictions financières) Pj. AN n° 2064 Après 2 ^e lecture	7 novembre 2001	21 novembre 2001 Sénat	13 décembre 2001 Adoption conforme à l'Assemblée Nationale
Droits du conjoint survivant Pn AN n° 2867 Après 2 ^e lecture	7 novembre 2001	20 novembre 2001 Assemblée Nationale (6 adts)	21 novembre 2001 Adoption conforme au Sénat
Action sociale et médico-sociale Pj. AN n° 2559 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	15 novembre 2001	18 décembre 2001 Assemblée Nationale	19 décembre 2001 Adoption conforme au Sénat
Corse Pj. AN n° 2931 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	9 novembre 2001	Echec C.M.P.	18 décembre 2001 Adoption en lecture définitive (38 adts)
Financement de la sécurité sociale pour 2002 Pj. AN n° 3307 Après 1 ^{re} lecture	16 novembre 2001	Echec C.M.P.	4 décembre 2001 Adoption en lecture définitive
Création d'établissements publics de coopération culturelle Pn S. n° 3149 Après 2 ^e lecture	30 novembre 2001	12 décembre 2001 Assemblée Nationale	20 décembre 2001 Adoption conforme au Sénat

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Statut des sociétés d'économie mixte locales Pn S. n° 2736 Après 2 ^e lecture	30 novembre 2001	12 décembre 2001 Assemblée Nationale	20 décembre 2001 Adoption conforme au Sénat
Projet de loi de finances pour 2002 Pj. AN n° 3262 Après 1 ^{re} lecture	11 décembre 2001	Echec C.M.P.	19 décembre 2001 Adoption en lecture définitive
Loi de finances rectificative pour 2001 Pj. n° 3384 Après 1 ^{re} lecture	18 décembre 2001	Echec C.M.P.	20 décembre 2001 Adoption en lecture définitive
Régime assurance chômage des intermittents du spectacle Pn AN n° 3407 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 janvier 2002	Echec C.M.P.	21 février 2002 Adoption en lecture définitive
Démocratie de proximité Pj. AN n° 3089 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 janvier 2002	5 février 2002 Assemblée Nationale	13 février 2002 Adoption conforme au Sénat
Droits des malades et qualité du système de santé Pj. AN n° 3258 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	7 février 2002	12 février 2002 Assemblée Nationale	19 février 2002 Adoption conforme au Sénat
Rapports conventionnels des professions de santé et organismes d'assurance maladie Pn AN n° 3520 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 janvier 2002	Echec C.M.P.	21 février 2002 Adoption en lecture définitive
Proposition complétant la loi 2000-516 du 15 juin 2000 (présomption d'innocence) Pn AN n° 3530 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 février 2002	Echec C.M.P.	21 février 2002 Adoption en lecture définitive (3 adts)
Projet portant réforme des tribunaux de commerce Pj. AN n° 2545 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	21 février 2002	(1)	///
Projet instituant le recrutement des conseillers de Cour d'appel exerçant à titre temporaire Pj. org. AN n° 2546 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	21 février 2002	(1)	///

(1) La commission mixte paritaire ne s'est pas réunie avant le terme de la législature.

Liste chronologique des scrutins

Scrutins publics ordinaires

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
352	04.10	L'amendement n° 259 de M. Foucher après l'article 57 du projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé (gynécologie médicale)	4	16	0
353	04.10	Le sous-amendement n° 270 de M. Hellier à l'amendement n° 187 rectifié de la commission des affaires culturelles après l'article 57 du projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé (gynécologie médicale)	4	16	0
354	04.10	L'amendement n° 187 rectifié de la commission des affaires culturelles modifié par les sous-amendements n° 432 et n° 433 de Mme Fraysse après l'article 57 du projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé (gynécologie médicale).	26	0	0
355	11.10	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 ainsi qu'à renforcer la protection des mineurs.	86	114	2
356	19.10	L'amendement n° 51 de M. Charles après l'article 10 du projet de loi de finances pour 2002 (baisse du taux de la TVA dans la restauration).	17	40	0
357 (*)	23.10	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2002.	265	246	35
358	25.10	L'amendement n° 287 de Mme Fraysse après l'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (augmentation de la fraction de l'impôt sur les sociétés déterminant la contribution sociale des entreprises).	6	41	0
359	25.10	L'amendement n° 16 de Mme Fraysse après l'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (création d'une contribution assise sur les revenus financiers des entreprises).	6	41	0
360	25.10	L'amendement n° 276 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 17 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière).	10	21	0
361	26.10	Les amendements n° 123 de M. Goulard, n° 129 de M. Bur et n° 261 de M. Accoyer tendant à supprimer l'article 29 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (transfert d'une partie des excédents de la CNAF vers le fonds de réserve pour les retraites).	9	12	4
363 (*)	30.10	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002.	263	250	40
364	19.11	L'amendement n° 197 rectifié de la commission des finances après l'article 53 du projet de loi de finances pour 2002 (deuxième partie) (création d'une taxe tendant à réguler les mouvements de capitaux).	35	16	2
365 (*)	20.11	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2002 (vote unique).	297	245	9
366	20.11	Les amendements n° 12 de M. Hillmeyer, n° 13 de M. Accoyer, n° 14 de M. Gantier et n° 21 de M. Gengenwin à l'article 10 bis du projet de loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (interdiction pour les établissements bancaires émetteurs de percevoir une commission sur les paiements effectués par carte de paiement inférieurs à 30 euros, entre le 1 ^{er} janvier 2002 et le 17 février 2002).	35	50	0
367	27.11	<i>L'exception d'irrecevabilité</i> opposée par M. Debré au projet de loi relatif à la Corse (nouvelle lecture).	77	162	1
368	27.11	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Chevènement, du projet de loi relatif à la Corse (nouvelle lecture).	19	67	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
369	29.11	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi relative au renforcement de la lutte contre l'impunité des auteurs de certaines infractions.	31	47	1
370 (*)	04.12	L'ensemble du projet de loi relatif à la Corse (nouvelle lecture).	267	234	54
371 (*)	04.12	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (lecture définitive)	271	255	27
372	05.12	L'article 38 du projet de loi de finances rectificative pour 2001 (résiliation des concessions de transport du gaz naturel et transfert de la propriété des ouvrages correspondants).	56	10	3
373	05.12	L'article 36 du projet de loi de finances rectificative pour 2001 (transformation de la direction des constructions navales - DCN - en entreprise nationale).	54	8	2
374 (*)	11.12	L'ensemble du projet de loi de modernisation sociale (nouvelle lecture).	280	248	7
376 (*)	18.12	L'ensemble du projet de loi relatif à la Corse (lecture définitive).	249	228	48
377 (*)	19.12	L'ensemble du projet de loi de modernisation sociale (lecture définitive).	271	244	4
378	10.01	L'amendement n° 1 de M. Gremetz à l'article premier de la proposition de loi portant rénovation des rapports conventionnels entre les professions de santé libérales et les organismes d'assurance maladie (application d'un accord-cadre en fonction de la représentativité des signataires).	13	20	0
379 (*)	22.01	L'ensemble de la proposition de loi relative à la reconnaissance du 19 mars comme Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie	278	204	35
380 (*)	22.01	L'ensemble du projet de loi relatif à la bioéthique.	325	21	151
381 (*)	29.01	L'ensemble de la proposition de loi complétant la loi du 15 juin 2000.	293	218	24
382	22.02	Les amendements n° 149 de M. Forissier en n° 221 de M. Baguet après l'article du projet de loi relatif au développement des petites entreprises et de l'artisanat (application du taux réduit de TVA à la restauration sur place)	3	21	1

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Annexe IX

Décisions du Conseil constitutionnel

A. – Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires (Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi organique portant validation de l'impôt foncier sur les propriétés bâties en Polynésie française	Premier ministre 15 janvier 2002	2002-458 DC du 7.02.2002	12.02.2002	Partiellement contraire

B. – Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles	Plus de 60 députés 7.11.2001 Plus de 60 sénateurs 7.11.2001	2001-451 DC du 27.11.2001	1.12.2001	Partiellement contraire avec réserves
Loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier	Plus de 60 sénateurs 21.11.2001 Plus de députés 22.11.2001	2001-52 DC du 6.12.2001	12.12.2001	Partiellement contraire avec réserves
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2002	Plus de 60 députés 6.12.2001 Plus de 60 sénateurs 7.12.2001	2001-53 DC du 18.12.2001	26.12.2001	Partiellement contraire
Loi de finances pour 2002	Plus de 60 sénateurs 20.12.2001 Plus de 60 députés 21.12.2001	2001-456 DC du 27.12.2001	29.12.2001	Partiellement contraire avec réserves
Loi de finances rectificative pour 2001	Plus de 60 sénateurs 21.12.2001	2001-457 DC du 27.12.2001	29.12.2001	Partiellement contraire
Loi de modernisation sociale	Plus de 60 sénateurs 20.12.2001 Plus de 60 députés 21.12.2001	2001-455 DC du 10.01.2002	18.01.2002	Partiellement contraire
Loi relative à la Corse	Plus de 60 députés 20.12.2001 Plus de 60 sénateurs 21.12.2001	2000-454 DC du 17.01.2002	23.01.2002	Partiellement contraire

Annexe X

Déclarations du Gouvernement

Avec débat :

Date	Objet	Ministre
3 octobre 2001	Déclaration du Gouvernement sur la situation consécutive aux attentats perpétrés le 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique	M. Lionel Jospin (Premier ministre)
21 novembre 2001	Déclaration du Gouvernement sur la situation en Afghanistan	M. Lionel Jospin (Premier ministre)

Annexe XI

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Annexe XI-1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales ⁽¹⁾

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat ⁽¹⁾
Premier ministre : Lionel JOSPIN.....	27	–
Affaires étrangères : Hubert VÉDRINE.....	16	2
Affaires européennes : Pierre MOSCOVICI.....	1	2
Agriculture et pêche : Jean GLAVANY.....	20	12
Aménagement du territoire et environnement: Yves COCHET.....	12	15
Anciens combattants : Jacques FLOCH.....	5	1
Budget : Florence PARLY.....	7	4
Commerce extérieur : François HUWART.....	2	1
Coopération : Charles JOSSELIN.....	4	–
Culture et communication : Catherine TASCA.....	5	3
Défense : Alain RICHARD.....	14	5
Droits des femmes et formation professionnelle : Nicole PERY.....	2	–
Economie : Laurent FABIUS.....	44	15
Economie solidaire : Guy HASCOET.....	1	5
Education nationale : Jack LANG.....	6	23
Emploi et solidarité : Elisabeth GUIGOU.....	73	32
Enseignement professionnel : Jean-Luc MÉLÉNCHON.....	5	1
Équipement et transports : Jean-Claude GAYSSOT.....	18	37
Famille, enfance et personnes handicapées : Ségolène ROYAL.....	7	9
Fonction publique et réforme de l'Etat : Michel SÁPIN.....	4	1
Industrie : Christian PIERRET.....	28	21
Intérieur : Daniel VAILLANT.....	33	18
Jeunesse et sports : Marie-George BUFFET.....	5	5
Justice : Marylise LEBRANCHU.....	33	11
Logement : Marie-Noëlle LIENEMANN.....	3	7
Outre-mer : Christian PAUL.....	7	4
Patrimoine et décentralisation culturelle : Michel DUFFOUR.....	–	1
Personnes âgées : Paulette GUINCHARD-KUNSTLER.....	6	2
PME, commerce, artisanat et consommation : François PATRIAT.....	8	2
Recherche : Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.....	3	1
Relations avec le Parlement : Jean-Jack QUEYRANNE.....	10	–
Santé : Bernard KOUCHNER.....	12	27
Tourisme : Michèle DEMESSINE puis Jacques BRUNHES ⁽²⁾	1	–
Ville : Claude BARTOLONE.....	4	1
Total	426	268

(1) Décompte effectué sur la base des ministres interrogés et non sur celle des membres du Gouvernement ayant répondu en séance publique.
 (2) Remaniement ministériel du 24 octobre 2001.

Annexe XI-2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre.....	11
Affaires étrangères, coopération et francophonie.....	373
Affaires européennes.....	64
Affaires sociales, travail et solidarité.....	996
Agriculture, alimentation et pêche.....	425
Budget.....	47
Culture et communication.....	265
Défense et anciens combattants.....	526
Développement durable.....	–
Ecologie.....	7
Economie.....	1 478
Enseignement scolaire.....	–
Enseignement supérieur et recherche.....	–
Équipement, transports, logement et tourisme.....	725
Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire.....	638
Intérieur.....	423
Jeunesse, éducation nationale et recherche.....	711
Justice.....	355
Libertés locales.....	–
Lutte contre la précarité.....	–
Mer.....	–
Outre-mer.....	7
Relations avec le Parlement.....	19
Santé, famille et personnes handicapées.....	965
Sports.....	3
Transports.....	–
Ville.....	13
Total	8 051